



L'État détricoté

*De la Résistance
à la République en marche*

Michel Margairaz & Danielle Tartakowsky

L'État détricoté

*De la Résistance
à la République en marche*

2^e édition revue et augmentée

Michel Margairaz & Danielle Tartakowsky

*Nos remerciements vont à Bertrand Bernard
et à Juliette Mathieu, qui, à partir d'un propos,
ont su faire surgir un livre.*

© Éditions du Détour, Paris, 2020.
30, rue Buchou, 33800 Bordeaux.
www.editionsdudetour.com
Diffusion : CDE — distribution : Sodis.

Création graphique : Richard Cousin — yumyum.fr

Illustration de couverture :

REUTERS/Yoan Valat/Pool.

Correction ortho-typographique :

Carole Mathiot / Valérie Tougard.

Tous droits réservés. Aucune partie de
cette publication ne peut être reproduite,
stockée ou transmise sous quelque forme
que ce soit, électronique ou mécanique,
photocopie ou enregistrement, sans
autorisation préalable écrite de l'éditeur.

Tous les efforts ont été mis en œuvre
pour identifier correctement les sources
et les droits d'auteur de chaque texte et
image. L'éditeur présente ses excuses en
cas d'erreur ou d'omission, qu'il s'engage
à corriger lors de futures éditions.

ISBN : 979-10-97079-56-7.
Dépôt légal : mars 2020.

INTRODUCTION

POURQUOI AVOIR ÉCRIT EN AVRIL 2018 un nouvel ouvrage sur l'histoire de l'État, sur laquelle abondaient déjà les publications, anciennes ou plus récentes¹? Alors alertés par la multiplication de mesures appelées « réformes », nous nous sommes interrogés à la fois sur les évolutions complexes du périmètre de l'État français et sur celles des politiques publiques effectives. Comment se sont-elles modifiées depuis la Seconde Guerre mondiale et que sont-elles devenues à l'orée de la présidence d'Emmanuel Macron? Tout en refusant d'écrire l'histoire du quinquennat en cours, nous avons constaté, chemin faisant, que l'État était marqué par une évolution complexe et contradictoire, dont la littérature existante ne rendait pas toujours compte, ou alors de manière insatisfaisante. Par ailleurs, il nous est apparu nécessaire d'interroger la notion d'événement « disruptif », marquant une rupture, survenue lors de la période des élections. Le brusque effondrement du système politique partisan en place paraissait certes indéniable, mais n'assistait-on pas à la mise en œuvre de redéfinitions se produisant sur une durée plus longue?

Si le texte ne se présentait pas comme un ouvrage de circonstance — ne serait-ce que du fait qu'il s'appuyait sur nos travaux antérieurs, parfois déjà anciens — celui-ci a été achevé quand les réorientations macroniennes n'en étaient qu'à leur début, en prenant malgré tout dans son dernier chapitre les caractères d'une histoire « à chaud ». Qu'en est-il deux années plus tard ?

PARADOXE OU QUESTION MAL POSÉE ?

Si l'on prend de la distance, on constate que nombre de travaux parlent de désengagement de l'État, de recul de la souveraineté nationale face à la mondialisation des marchés, de régression des services publics, d'évolution néolibérale... Et pourtant, si l'on se réfère à quelques indicateurs élaborés par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), on remarque que la part des dépenses publiques dans la richesse nationale — au-dessus de 55 % — reste élevée et que, de surcroît, la part des dépenses sociales parmi celles-ci n'a cessé d'augmenter, au point d'avoir été repérée comme le principal moteur de l'accroissement constaté. Comment alors comprendre une dynamique qui combine un incontestable affaiblissement de l'État et un alourdissement de ses dépenses ? Ce n'est pas en se satisfaisant du terme de paradoxe qu'on explique quoi que ce soit. Sans doute, en ces termes, la question était mal posée, et qu'il faut changer de plan, comme en géométrie, lorsque l'on passe de deux à trois dimensions. Pour ce faire, il convient de respecter une triple précaution, ce que nous nous sommes efforcés d'appliquer dans les pages qui suivent.

D'abord, ne pas se contenter d'analyser les discours, les représentations ou encore les formulations idéologiques des responsables publics, ou même d'étudier la composition des personnels aux sommets de l'État — surtout si on ne hiérarchise pas entre une poignée de décideurs publics, qui seuls

se trouvent à la manœuvre, et la masse des fonctionnaires à divers niveaux d'exécution. Mais prendre *a contrario* le temps de surmonter la difficulté d'examiner les pratiques effectivement à l'œuvre dans les services publics, ainsi que les politiques publiques dans leur diversité : politiques monétaires et financières, économiques, sociales, culturelles et politiques, nationales et internationales... Deuxième exigence, mettre en perspective historique, sur le temps long, les évolutions propres à l'État, aux collectivités publiques et aux organismes de protection sociale. Seule une plongée dans plus de sept décennies de politiques publiques permet de prendre en compte les dynamiques profondes qui scandent l'interaction entre les pratiques des responsables de l'État et les actions en retour au sein de la société. Enfin, troisième préoccupation — et non la moindre, si l'on en juge par l'actualité sociale de l'année 2019 et du début de 2020, ne pas dissocier les politiques publiques mises en œuvre de leur réception par les différents groupes sociaux et politiques et des mobilisations qu'elles ont suscitées ou qui les ont affectées.

NI NOSTALGIE, NI CATASTROPHISME

C'est ainsi qu'il nous est apparu nécessaire de revenir à la séquence 1944-1946, lorsque s'est constitué le socle de l'État social voulu par les résistants de diverses obédiences, réunis, exceptionnellement dans l'histoire française contemporaine, de manière unanime autour du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). L'ensemble des institutions, des services publics et des politiques de régulation qui en a résulté, a constitué les principes d'action des gouvernants — non sans résonance avec les politiques menées dans d'autres États industrialisés — au moins pour une large part, jusque dans les années 1970 ; ce qui occupe la première partie de l'ouvrage, consacrée aux années de la Grande Croissance d'après-guerre.

Mais une double mutation, qui n'est pas propre à la France, vient interrompre, ou infléchir, cette dynamique, au tournant des années 1970 et 1980. Mutation industrielle, du fait de l'amorce d'une nouvelle phase du développement économique et social — la Troisième industrialisation — et mutation financière et monétaire, avec la globalisation, qui mêle la mondialisation des flux de capitaux, de biens, de personnes et d'informations, ainsi que la financiarisation des économies, sans toutefois s'effectuer de manière continue et homogène. Ainsi, dans une seconde partie, envisageons-nous, sur un mode chronologique, les voies et les moyens par lesquels une libéralisation à éclipses s'étale de manière discontinue sur près de trois décennies.

Cette libéralisation s'effectue d'abord sur un mode mineur, dans la perspective encore limitée de desserrer des contrôles ou des formes administratives jugées trop rigides. Mais cette évolution se fait à différents rythmes, selon les domaines de l'action publique. C'est une véritable dérégulation économique et financière qui vient, dans un même mouvement, transformer les trois figures de l'État: affaiblir l'État régulateur, durcir l'État régalien et transformer l'État social à travers des dépenses accrues, sans que ces mutations ne soient, en France, revendiquées comme telles, à la différence de ce qu'il est advenu, sur des modes assurément bien différents, dans le Royaume-Uni thatchérien ou la Suède social-démocrate.

L'ouvrage ainsi conçu vise à montrer comment s'imbrique de manière quasi indissociable cette triple évolution: seule manière, en distinguant ainsi les trois figures de l'État, de comprendre comment l'État en France a pu être à la fois affaibli et appauvri, renforcé et sécuritaire, dérivant de l'assurance vers l'assistance.

Nous n'éprouvons aucune nostalgie, et ne professons aucun catastrophisme. D'abord, on le sait bien, le monde de 1945-1973 est bel et bien révolu, et nous rendons d'ailleurs compte du phénomène dans ses multiples effets, bénéfiques comme

préoccupants. Ensuite, l'État social, bien que fortement bouleversé, amoindri et entamé depuis les années 1970, demeure néanmoins présent à l'heure actuelle — début de l'année 2020 — dans plusieurs de ses composantes, ce qui se traduit notamment par des dépenses sociales maintenues, voire accrues. C'est d'ailleurs l'un des caractères distinctifs de la société française d'aujourd'hui, en compagnie de quelques autres en Europe, où les inégalités sociales ont cru, mais de manière plus limitée qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

Mais, à l'inverse, les gouvernants d'aujourd'hui ne peuvent se contenter d'évoquer comme tout horizon la seule destruction de l'« ancien monde », avec la perspective de « défaire » le programme du CNR — comme le vice-président du Medef, Denis Kessler, y invitait les gouvernants dès 2007. Quel « nouveau monde » préparent-ils, sans jamais le décrire explicitement ? Cet ouvrage apporte aussi, à sa mesure, quelques réponses aux inquiétudes légitimes que ce vide persiste — de manière accrue, deux ans plus tard — à susciter.

PREMIÈRE PARTIE
L'ÉTAT SOCIAL ET SA CRISE
1945-1992

DE LA RÉSISTANCE À L'ÉTAT GAULLISTE — UNE DOUBLE CULTURE (1936-1946)

LA FRANCE DE LA RÉGULATION ADMINISTRÉE

DES ANNÉES 1950 À LA FIN DU XX^e SIÈCLE, la France est régie selon un mode de régulation administrée, soit un ensemble d'institutions et de règles définies et mises en œuvre par l'État et ses administrations. Cette acception du rôle de l'État, essentiellement dans le domaine financier, économique et social, a été amorcée lors du Front populaire et confirmée à la Libération, par-delà l'Occupation et le régime de Vichy. Elle repose bien sûr sur un processus historique propre à la France, mais aussi — et surtout? — sur un mouvement international qui légitime alors les États en tant que garants de nouveaux droits collectifs en matière économique et sociale². Cela vaut particulièrement et significativement dans les États les plus libéraux, comme le Royaume-Uni — avec notamment le plan Beveridge de 1942-1943 et le magistère moral de Keynes — ou même aux États-Unis, avec les retombées du *New Deal*, et en particulier la légitimation de la sécurité sociale. Ce mouvement résulte, pour

partie, de la disqualification relative du libéralisme économique, inapte à surmonter les effets de la Grande Dépression des années 1930. En France, il repose sur deux moments forts de l'histoire politique et sociale, 1936 et 1944-1946. Il est en outre conforté par les drames et les épreuves de la Seconde Guerre mondiale, véritable « matrice du *Welfare State*³ », termes qu'on devrait de préférence traduire par État du bien-être ou, mieux encore, du mieux-être⁴ en lieu et place d'État providence.

L'été 1936 en France provoque l'émergence durable d'une double culture politique, désormais inscrite dans la nation : une culture de mobilisation et une culture de régulation, respectivement tributaires, pour l'une, des grèves de mai-juin 1936, et, pour l'autre, de l'accord Matignon et des lois sociales — semaine de quarante heures, deux semaines de congés payés, création des conventions collectives — adoptées par de fortes majorités à la Chambre peu après⁵. Cette première expérience est consolidée, dix années plus tard par un consensus politique explicite qui se noue dans la clandestinité au sein de la Résistance. Cette constellation de réseaux aux idéologies hétérogènes (qu'on peut également tenir pour une mobilisation d'un autre type) parvient à unifier ses diverses composantes contre l'occupant, à travers la constitution en 1943, sous la double autorité du général de Gaulle et de son représentant en France occupée, Jean Moulin, du Conseil national de la Résistance (CNR).

Le Conseil produit un texte programmatique, élaboré par les résistants dans la clandestinité et daté du 15 mars 1944, qui énonce d'abord les tâches immédiates à accomplir dès la libération du territoire. La Charte économique et sociale du CNR, appelée couramment le programme du CNR, en constitue la seconde partie. Elle contient un ensemble de mesures pour l'après-Libération, appelées alors « réformes de structure » économiques et sociales. Cette expérience originale est la version française d'un mouvement émancipateur plus large, qui affecte aussi bien les pays occupés (tels la Belgique ou les

Pays-Bas), les anciennes puissances de l'Axe (l'Italie ou le Japon) ou encore des pays non occupés (le Royaume-Uni ou les États-Unis), au point que plusieurs auteurs datent de ces années la naissance du *Welfare State*.

Par-delà l'histoire de l'élaboration de ce programme qui est bien connue⁶, insistons sur sa postérité, largement tributaire des fondements de sa légitimité, à la fois transpartisane, transnationale et démocratique.

Légitimité transpartisane

Certains historiens ont minimisé la portée du programme du CNR : que les responsables du CNR aient été relativement marginalisés par de Gaulle lors de leur rencontre glaciale à l'Hôtel de Ville dans la journée du 26 août 1944 aurait affaibli sa portée effective⁷. C'est confondre le rôle historique du CNR dans la situation politique immédiate de la Libération (délivrance et effectivement réduit à la portion congrue par le président du Gouvernement provisoire, soucieux de rétablir un État de droit) avec sa portée plus lointaine, qui excède très largement le domaine politique stricto sensu. L'héritage à court et à long terme du programme du Conseil national de la Résistance ne se mesure pas à l'aune de la réorganisation des partis politiques ou du contenu de la constitution de la IV^e République à venir. Les signataires du programme du CNR échouent doublement sur ce terrain. Ils ne parviennent ni à élaborer un grand parti de la Résistance, ni à trouver un accord sur la constitution de la IV^e République, comme en témoigne le départ fracassant du général de Gaulle en janvier 1946 à l'occasion de ce sujet. Ce n'était pas leur finalité, mais leur échec est patent dans ce domaine. En revanche, les « réformes de structure » en matière d'élargissement de la démocratie économique et sociale perdurent, elles, bien au-delà des années 1940. De même, si le texte du programme du CNR lui-même a été peu diffusé sur le moment, son contenu va connaître une postérité inégale

mais réelle, à la fois dans l'immédiate après-Libération et sur la longue durée, à travers les principales réformes en matière de droits et d'institutions économiques et sociales adoptées en 1945-1946. Parmi les plus notoires on trouve le Plan, les nationalisations, le statut de la fonction publique, la Sécurité sociale ou encore les comités d'entreprise. Si les deux premières institutions ont perdu de leur substance depuis trois décennies, les trois autres demeurent aujourd'hui, même si leur fonctionnement n'est à l'évidence pas identique à ce qu'il pouvait être alors.

Quel statut ont donné les acteurs sociopolitiques après 1944 au programme du CNR ? On entre là, on le sait bien, dans le domaine des usages, en l'occurrence politiques, du passé. En effet, notamment à trois moments distincts, postérieurs à 1944, il en a été fait une utilisation, voire une instrumentalisation à des fins politiques ou idéologiques dans des contextes et par des courants politiques très divers. D'abord, au cœur de la guerre froide, après mai 1947, le programme et son contenu sont invoqués par le Parti communiste français afin de dénoncer la rupture de 1947, qui le chasse du gouvernement et l'isole dans une opposition durable. C'est l'occasion pour les communistes de se réclamer de la fidélité au programme, afin symétriquement de présenter la politique de la Troisième Force — alliance au pouvoir des socialistes, des radicaux, des démocrates-chrétiens du MRP et des modérés — comme un reniement du legs commun de toute la Résistance, unie en 1944 sur ce texte.

Ensuite, dans les années 1970, alors qu'est signé un programme commun en 1972 par les trois partis de la gauche, successivement, deux anciens dirigeants du mouvement Combat, Claude Bourdet et, de manière plus brutale, Henri Frenay, mettent en doute ou en cause l'indépendance du CNR — et particulièrement celle de Jean Moulin — à l'égard de l'influence du PCF, voire de Moscou⁸. Daniel Cordier rétablira les faits dans leur complexité.

Enfin, plus récemment, dans les années 2000, face à la mondialisation, à la précarité voire à la « désaffiliation » (Robert Castel)

de nombreux salariés, certains anciens résistants ou observateurs ont cru bon de rappeler les principes du programme du CNR. Soit pour en souligner la fécondité, comme Stéphane Hessel ou Maurice Kriegel-Valrimont⁹. Soit, à l'inverse, pour en dénoncer le caractère obsolète et néfaste et appeler à la destruction de toute trace de son héritage. Denis Kessler, alors un des principaux responsables du Medef (Mouvement des entreprises de France), déclare ainsi à *Challenges*, en octobre 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de *patchwork*, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. »

Signe *a contrario* de la postérité du programme du CNR. Il était sans doute trop tôt en 2007 pour mettre en œuvre le programme qui consiste à « s'en défaire méthodiquement ». Sans doute du fait de la résilience relative de la culture de mobilisation émanant de la Résistance. François Hollande n'a-t-il pas cru bon d'honorer quatre figures de la Résistance (Germaine Tillon, Geneviève de Gaulle, Pierre Brossolette et Jean Zay) en les faisant entrer au Panthéon — en se gardant toutefois d'y adjoindre une cinquième propre à incarner la résistance communiste — en 2015 ? Mais le dirigeant patronal a ainsi exprimé tout haut ce qui demeure depuis plus de vingt ans l'objectif central de la droite.

Les historiens eux-mêmes ne portent-ils pas une certaine responsabilité dans le relatif effacement qui a pu se manifester

périodiquement à propos du message du CNR? À tant insister sur le « mythe » créé à partir de 1944 de la Résistance dans les représentations postérieures, on a pu en amoindrir la portée réelle dans les domaines économiques et sociaux¹⁰. Car s'il y a bien eu une mythification de la Résistance après 1944, cela ne signifie pas que la Résistance a été un mythe et que son ombre portée ne déborde pas sur tout le second xx^e siècle et au-delà. L'origine des institutions nouvelles de la régulation économique et sociale de 1945 provient également des conditions d'élaboration des éléments de la Charte du CNR. Rappelons que si elle a été adoptée unanimement le 15 mars 1944 dans la clandestinité, elle résulte cependant d'une confrontation démocratique, elle-même clandestine, entre les représentants des différents partis, des deux confédérations syndicales (CGT et CFTC) et des mouvements de Résistance, et qui va trouver après la Libération d'août 1944 des relais chez les gouvernants d'union nationale, puis du tripartisme (PCF, SFIO, MRP) et, certes avec des nuances d'appréciation, dans la haute administration diversement épurée. Plus précisément, c'est bien la partie économique et sociale de la Charte du CNR qui fait l'objet d'un véritable consensus sociopolitique durable et unique dans l'histoire politique de la France depuis 1789¹¹.

Ainsi l'héritage de la Résistance dans le domaine économique et social reflète le grand compromis sociopolitique élaboré — par-delà des divergences de court terme — dans la lutte commune et héroïque tout à la fois contre la crise économique, contre le régime de Vichy et contre l'occupant. Les propositions contenues dans le programme résultent bel et bien d'un large accord entre les grandes forces politiques, sociales et morales du moment, et elles vont s'incarner à travers des lois, des institutions et des pratiques de régulation et de protection économiques et sociales. Celles-ci visent en particulier à restaurer la démocratie en rétablissant les libertés politiques et syndicales abolies en 1940 — individuelles et collectives — mais aussi à la rénover en étendant la portée, par l'accroissement des droits économiques et sociaux: il

faut assurer la sécurité d'activités et de groupes de la société française, en particulier les plus fragiles. Ces innovations pratiques et institutionnelles viennent conforter dans la société française une culture nationale de régulation économique et sociale née déjà en 1936 à la suite du vote des lois sociales (la semaine de 40 heures payées 48, les conventions collectives, qui définissent les qualifications et les rémunérations ainsi que les conditions de travail par branche, les délégués d'atelier, qui représentent le personnel dans les entreprises, et l'Office du blé, qui fixe un prix de campagne garanti afin d'éviter l'effondrement des cours en temps de crise de surproduction...). Cette culture repose pour une grande part sur les « réformes de structure » : Sécurité sociale, comités d'entreprise, Plan, nationalisations bancaires et industrielles, statut de la fonction publique et, fait moins souligné, secteur économique public renforcé — et le service public en général — ; ainsi que sur un certain dirigisme économique, monétaire et financier. Ce véritable bien commun est d'autant plus pérenne qu'il provient des diverses forces politiques, économiques et sociales, allant des communistes aux gaullistes et à la « droite patriote », incluant ainsi les démocrates-chrétiens, les socialistes, les radicaux et associant les mouvements de Résistance ainsi que la CGT et la CFTC¹². Ses institutions subsistent même par-delà les divisions de la guerre froide, survenues en 1947 peu de mois après la Libération.

Légitimité transnationale

Ces aspirations à de nouveaux droits collectifs de démocratisation économique et surtout de protection sociale ne se manifestent pas qu'en France au sortir de la guerre, après avoir mûri pendant les hostilités. La victoire des Alliés à l'issue de la Seconde Guerre mondiale conforte de nouveaux principes qui prennent un caractère universel, comme un reflet de l'air du temps, en somme.

Ainsi, la défaite sans appel — à la différence de 1918 — des puissances de l'Axe discrédite immédiatement et pour longtemps les politiques antidémocratiques, discriminatoires, racistes et

xénophobes. Par ailleurs, les nécessités de la guerre et l'impôt du sang des combattants ont rendu légitime dans les pays belligérants des exigences élevées en matière de solidarité nationale de la part des classes favorisées, tout particulièrement une redistribution fiscale fortement accrue (jusqu'à 80 % de taux et au-delà) pesant sur les hauts revenus, comme aux États-Unis et au Royaume-Uni¹³.

Et surtout trois acteurs internationaux, décisifs chez les Alliés, pèsent de manière nouvelle et convergente dans le sens de la démocratisation économique et principalement de la « sécurité sociale »¹⁴.

C'est d'abord le cas du Royaume-Uni où, dès le 10 juin 1941, le gouvernement d'union nationale dirigé par Winston Churchill confie à sir William Beveridge le soin de présider l'*Interdepartmental Committee on Social Insurance and Allied Services* afin de remettre un rapport au Comité ministériel sur la Reconstruction. C'est chose faite en décembre 1942, lorsque le rapport est effectivement publié sous le titre *Social Insurance and Allied Services*, appelé plus couramment rapport *Beveridge*. Celui-ci a recueilli un large écho dès l'année suivante, grâce à la diffusion à 600 000 exemplaires d'une version abrégée. Beveridge y propose un système universel, uniforme et unifié de « sécurité sociale » couvrant les risques vieillesse, maladie, chômage et accident, parallèlement à la création d'un ministère de la Santé¹⁵.

Deuxième acteur, et non le moindre : le gouvernement américain. En 1935, Franklin D. Roosevelt, lors du « *second New Deal* », fait voter le *Social Security Act*, amorce de système partiel de protection sociale en matière de vieillesse et de chômage. Lors de son message au Congrès du 6 janvier 1941, à l'orée de son troisième mandat, Roosevelt parle de « libérer du besoin » (« *freedom from want* ») la population américaine. Et le 14 août 1941, bien qu'encore dirigeant d'un État neutre, il signe, sur un navire au large de Terre-Neuve, conjointement avec Winston Churchill, la charte de l'Atlantique, qui affirme dans des termes proches en son

Pas de plastique dans nos assiettes !

Des perturbateurs endocriniens à la cantine, par
l'association Cantine sans plastique France,
préface de Ana Soto & Jane Muncke.

*De la Catastrophe – L'Homme en question du Déluge
à Fukushima*, Sous la direction de Michèle Riot-Sarcey.

Histoire de la Commune de 1871,
Prosper-Olivier Lissagaray, préface de Jacques Rougerie.

Histoire des Polonais en France,
Yves Frey.

Histoire des Turcs en France,
Gaye Petek & Ségolène Débarre.

Bee Happy – Histoires de ruches, de miels et d'apiculture,
Barbara Bonomi Romagnoli.

*Eugène Varlin – Aux origines du mouvement
ouvrier*, Jacques Rougerie.

Convois – La déportation des Juifs de France,
Jean-Luc Pinol, préface de Serge Klarsfeld.

Il était une fois les révolutions,
Mathilde Larère.

Ma Vie, Léon Trotsky,
préface d'Edwy Plenel.

*Les Réfugiés du Mékong – Cambodgiens, Laotiens
et Vietnamiens en France*,
Karine Meslin.

Les Bleus et la Coupe – De Kopa à Mbappé,
François da Rocha Carneiro.

*L'État détricoté – De la Résistance à la République
en marche, 2^e édition revue et augmentée,*
Michel Margairaz & Danielle Tartakowsky.

L'Attente. Déplacés juifs en Allemagne, 1945-1952,
Nathalie Cau, préface d'Annette Becker.